

« Dicen que tenemos muchos dólares ».

Tensions entre logiques associatives et communautaires autour d'un projet d'artisanat équitable dans la communauté paysanne de Chinchera au Pérou.

LEMAY, Jean-Frédéric, Chaire de Recherche du Canada en Développement des Collectivités, Université du Québec en Outaouais. Alliance Recherche Université-Communauté, UQO

Introduction

Une question importante adressée aux acteurs du commerce équitable (CE) est celle du développement des communautés dans lesquelles évoluent les groupes de producteurs. Certains auteurs soulignent l'absence d'impacts de la pratique tout en mentionnant, avec raison, la difficulté de les mesurer en raison du manque d'indicateurs comparatifs et de la difficulté à les isoler (Poncelet, 2005 ; Ronchi, 2002 ; Mestre et coll., 2002). Par contre, d'autres semblent plutôt établir un lien positif implicite basé sur la notion de capital social (Lin, 1999; Portes, 1998) : « De plus, au cours de ce processus, des réseaux sont constitués, la confiance se bâtit et la participation devient la norme. Cela peut améliorer le bien-être de la communauté en facilitant la mise en commun des forces et des ressources pour d'autres activités bénéfiques [TL] » (Milford, 2004 : 36). Cette dernière perspective évacue toutefois les tensions qui traversent inévitablement l'espace communautaire dans lequel cohabitent des intérêts divergents et des relations asymétriques. De plus, cette idée d'un appui à des organisations de producteurs qui aura nécessairement un impact positif sur les plus marginalisés d'une communauté reprend le postulat de la percolation, un classique du libéralisme qui a montré ses limites (Aghion et Bolton, 1997; Menon, 2007). D'ailleurs, certains auteurs parlent de l'impact du CE dans le renforcement de la stratification économique des communautés locales (Getz et Schreck, 2006), une perspective devant être appuyée par de nouvelles études de cas. Selon nous, ces questions relatives au développement local sont fondamentalement reliées aux modes d'insertion des organisations dans leur communauté et c'est cette perspective que nous utiliserons pour cette recherche (plutôt que l'étude d'impacts, par exemple) .

En effet, l'insertion des groupes dans l'espace communautaire est centrale pour les organisations artisanales de l'altiplano puisqu'elles évoluent dans un contexte de faible confiance¹, une réalité où les réseaux familiaux fondent souvent ces groupes (Malengrau, 1995 : 23), pouvant alors favoriser des dynamiques d'isolement et de fermeture dans leurs rapports aux autres (Sabourin, 2007). Dans cette optique, les questions générales qui ont guidé la recherche sont : comment s'inscrivent les organisations artisanales dans leur communauté? Comment s'articulent les diverses visions du développement qui cohabitent dans la communauté? Est-ce que le type d'organisation artisanal (entreprise familiale, association ou comité artisanal) influence les relations avec la communauté?

Nous étudions donc ce thème du lien entre CE et développement local dans un projet de recherche qui

¹ Comme le souligne un membre de l'organisation : « Donc, il y a méfiance, parce que si je viens d'une communauté et quelqu'un désire assumer un poste de direction, que se passe-t-il? La communauté dit : 'Cette famille, non. Ou cette personne, non, parce que nous ne pouvons avoir confiance'. Donc, de cette façon cette méfiance vient de deux côtés, du système et de la base » [Entrevue dirigeant, CIAP, 2005].

s'échelonne sur deux ans (2007-2009) dont nous présentons ici la première phase exploratoire accomplie de janvier à mars 2008. Celle-ci a consisté à mettre en forme la problématique à partir d'une étude de terrain de deux mois à Chinchera au Pérou, auprès du groupe d'artisans Sur Andino², membre de la *Central Interregional de los Artesanos del Perú* (CIAP). Nous débiterons par le résumé du cas d'étude, un portrait de la communauté de Chinchera, pour ensuite décrire la problématique de recherche articulée autour de l'insertion de Sur Andino dans sa communauté, une problématique structurée par l'étude des groupes stratégiques et des conflits locaux qui seront appréhendés par le concept de ressource structurante.

Les communautés paysannes de l'altiplano : le cas de Chinchera

Au Pérou, depuis de la réforme agraire de Velasco en 1969, l'organisation paysanne centrale est la *comunidad campesina*³, qui sert principalement à protéger les terres selon certaines règles communales de gestion. Elle est une entité autonome reconnue par l'État : « L'État les reconnaît comme institutions démocratiques fondamentales et autonomes dans leur organisation, le travail communal et l'usage de la terre, ainsi que dans les domaines économiques et administratifs dans les limites de la constitution... [Trad. libre] » (Ley general de comunidades campesinas, No. 24656, 1987). Cependant, la communauté n'est pas que le recoupement d'intérêts communs idéalisé par certains indigénistes péruviens⁴, elle constitue surtout un instrument pour la régulation d'intérêts concurrents et de rapports de pouvoir existants entre les ayllus⁵ (Mossbrucker, 1990 : 98). Comme le soulèvent Olivier de Sardan et Bierschenk (1997 : 239) : « ...a village is an arena, permeated by conflicts in which various « strategic groups » confront each others ». Elle n'est donc pas un lieu de prévalence du collectif sur l'individuel, mais plutôt un instrument de régulation en partie endogène, en partie imposé par le gouvernement par le biais de la loi, et qui permet de relier les divers aspects de la vie socioéconomique dans cette zone : les rapports entre les secteurs marchand et non marchand ou l'articulation des politiques locales à celles régionales ou nationales. Par contre, avec l'exode rural qu'a provoqué la guerre civile (1980-2000), ainsi que la consolidation de la centralisation historique des pouvoirs politiques et économiques à Lima, les communautés paysannes du Pérou sont en transformation dans un contexte de marginalisation (Golte, 2000). Leur capacité régulatoire est alors menacée par divers phénomènes dont les migrations vers la ville, les volontés de changement de statut légal vers le *centro poblado*⁶, les pressions foncières⁷, les conflits familiaux et les tendances individualistes. Certains

² Au cours de cette recherche, nous étudions aussi quatre comités artisanaux de la communauté paysanne d'Unocolla (près de Juliaca) liés à Minka. Ces cas ne sont toutefois pas inclus dans le présent texte.

³ Une précision doit être faite à ce stade. Sur un territoire, il peut exister un *pueblo*, qui regroupe tous les habitants, et la communauté paysanne qui regroupe ceux qui en sont membres autour de liens de parenté et de rapport à la terre. Par exemple, à Chinchera, ce ne sont pas toutes les familles qui sont *comuneros* de la *comunidad campesina*. Voir Mossbrucker (2000 : 75) pour des précisions sur cette distinction.

⁴ Comme le souligne Mossbrucker (1990 : 66), la communauté a été idéalisée par les indigénistes péruviens : « De cette façon, devant une société nationale imprégnée de pauvreté, d'oppression et d'exploitation, ils proposèrent une image idéalisée des communautés desquelles ils espéraient, au moins en partie, l'apport d'une solution à ces problèmes [Trad. libre] ».

⁵ La structure andine est l'ayllu, la *comunidad campesina* ayant des origines hispaniques (Arguedas, 1968).

⁶ Par exemple, au cours des dernières années on note une volonté explicite de déstructuration de ces communautés par l'État qui appuie leur conversion en centres de peuplement (*centro poblados*) en promettant des projets de développement si la conversion est faite; les projets sont adressés aux maires et non aux présidents des

affirment même qu'on cherche à les miner en favorisant la mise sur pied de micro-entreprises plutôt que de travailler au renforcement des communautés paysannes (l'entité légale) qui prévoient des structures d'entreprises communales ou de comités⁸ (Entrevue Minka, 18 janvier 2008). Dans ce contexte, le rôle régulateur des communautés paysannes devient flou, surtout pour les habitants de ces localités.

Description de la communauté de Chinchera

La communauté de Chinchera est située dans l'Altiplano péruvien, à vingt kilomètres de Puno et à une altitude de 3860 mètres. Elle est limitée au nord par le district d'Incuilaya Jukhupampa, au sud par la communauté de Marca Gilapunta, à l'est par le lac Titikaka et à l'ouest par une montagne nommée Atoja. La topographie de la région est constituée de plaines et de collines dont les plus élevés sont : Atoja, San Francisco et Taika. Le climat de l'altiplano est généralement froid avec des épisodes de gel (juin et juillet) et de pluie/grêle (janvier-mars), mais celui de la zone de Chinchera est tempéré par le lac et les montagnes, ce qui lui vaut son nom de *vallecito* (la petite vallée). La communauté compte enfin sur diverses sources d'eau : deux cours d'eau descendant des sommets jusqu'à la communauté (Pajcha Jawira et Ch'iñi Chawlla) ainsi que le lac Titicaca. Au niveau de l'organisation du territoire, avant sa constitution en communauté paysanne, Chinchera comptait six secteurs (Miraflores, Vallecito, San Bartolomé, Chiñichawlla, la Patja et Rosario Central) alors que depuis 1987, elle en compte trois (Miraflores (Vallecito), San Bartolomé et Nueva Alianza) (voir la carte #1). Au niveau populationnel, on compte 306 comuneros, 878 habitants et 180 familles selon les dernières données disponibles en 2004.

communautés (Entrevue, Minka, 12 mars 2008).

⁷ Comme le mentionnaient plusieurs habitants de la communauté, un des problèmes centraux est le manque de terre puisqu'elles furent subdivisées lors des legs aux enfants. Après plusieurs décennies de cette pratique, les habitants actuels se retrouvent avec de très petites parcelles et une incapacité de produire suffisamment pour même subvenir aux besoins de la famille pour l'année complète.

⁸ Voir : *Ley general de las comunidades campesinas*, chapitre II.

Carte #1 : La communauté de Chinchera et ses trois secteurs

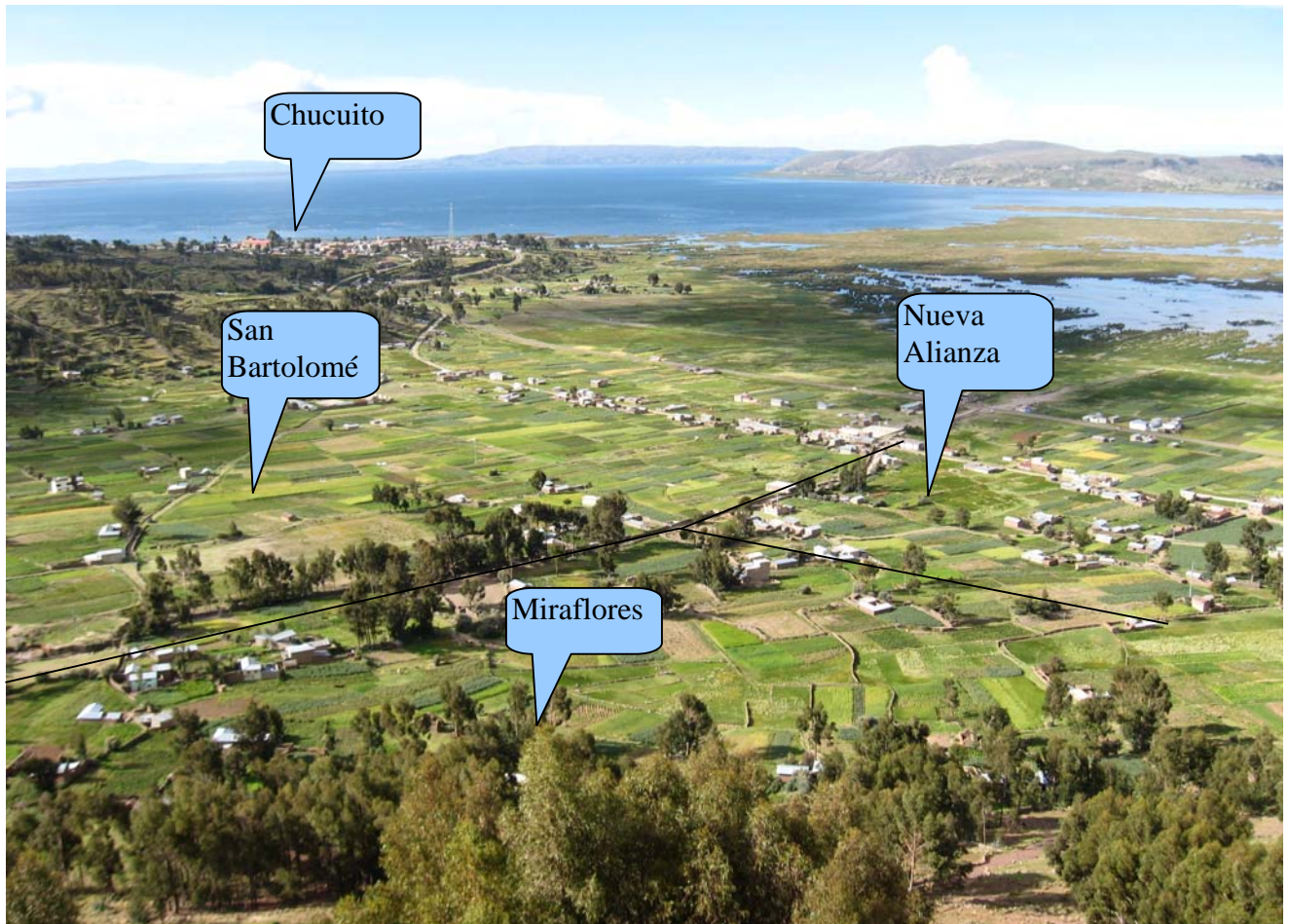


Photo : Lemay, J-F, 2008.

Historiquement, la communauté est caractérisée par l'obtention des services de base dans les années 1980-90 (eau et électricité) ainsi qu'une situation géographique et climatique favorisant l'agriculture et le tourisme⁹. Par contre, l'autre élément (que nous développerons plus loin) est une situation conflictuelle depuis une quinzaine d'années qui est marquée par des tensions entre divers groupes et familles. Dans cette section, nous introduirons d'abord les divers éléments qui définissent sa situation actuelle : la gestion politique, les activités économiques et les facteurs de division.

Les niveaux politique et institutionnel

En ce qui concerne la gestion politique, les communautés paysannes comptent sur un *teniente gobernador* qui est l'autorité politique représentant la mairie du district. Actuellement, à Chinchera,

⁹ Le tourisme dans cette zone est en plein développement. En effet, on remarque la construction d'un nouvel hôtel de luxe à Chucuito (qui vient s'ajouter à celui existant) et la multiplication de petits hôtels dans les résidences familiales de la zone (dont un à Chinchera chez une des familles de Sur Andino).

celui qui occupe ce poste est Don Felix Flores Curasi. En plus de cette instance, il existe un comité de direction qui compte un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier. Avant les déboires électoraux d'octobre 2007, les postes étaient occupés par les personnes suivantes : Jaime Asqui Flores (président), Cesar Choquemamani Sayritupa (vice-président), Alcides Alejo Machaca (secrétaire) et Felix Cruz Mamani (Trésorier). Ensuite, il existe trois comités thématiques : eau potable, électrification et reboisement. La situation lors de notre passage en janvier-février 2008 était différente puisque les élections avaient été suspendues à cause d'un désaccord au sein du comité électoral et la communauté ne comptait qu'avec un président transitoire (Felix Cruz Mamani).

Quant aux organisations de la société civile présentes dans la communauté, elles sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau #1 : Associations dans la communauté de Chinchera

Secteur	Associations
Social	Club de Madres Vaso de leche
Éducation	APAFA de la Escuela Primaria Ass. de padres de familia
Économie	Criadero de Alevinos “Chiñichauilla” Grupo de Productos Lácteos. (Casi desaparecido) Ass. San Juan de Berenguela
Religion	Église Adventiste Église Evangélique Église Catholique
Artisanat	Sur andino Trenza de oro Trenza de oro y hijas del twantinsuyu

Source : Entrevues, habitants de Chinchera, 23 février 2008.

Le niveau socioéconomique

Le district de Chucuito auquel la communauté appartient est considéré pauvre dans la province de Puno¹⁰, les activités économiques principales étant l'agriculture et l'élevage (63,25%), la pêche (12,2%) et le petit commerce -qui inclut l'artisanat- (6,62%) (Gomez Cutipa, 2003 : 17). Au sein de la communauté, les secteurs économiques principaux sont (en ordre d'importance) : l'agriculture, l'artisanat, l'élevage, le travail salarié, la pêche commerciale et le petit commerce. À partir de premières entrevues, nous avons dénombré cinq personnes qui se dédient à la pêche, six boutiques, entre 20 et 30 employés (à Puno pour la majorité), un électricien, un travailleur du vêtement, un menuisier et un juge. En ce qui concerne l'agriculture, les familles possèdent en moyenne moins d'un

¹⁰ Les zones paysannes du Pérou sont d'ailleurs les plus marginalisées du pays : 68% des personnes vivent sous le seuil de pauvreté et 38% sous le seuil d'extrême pauvreté, alors que les moyennes nationales sont de 52% et 21% respectivement (Ochoa, 2008 : 16).

hectare (la famille la mieux nantie en possède seize) (Enquêtes, Chinchera, février 2008) et on dénombre entre 10 à 15 têtes de bétail par famille. De manière générale, l'agriculture sert à la consommation de la maisonnée tout comme l'élevage, mais cette dernière activité est aussi utilisée comme moyen d'investissement pour l'éducation des enfants. Finalement, l'artisanat, le petit commerce et le travail salarié constituent des moyens d'avoir accès à de l'argent en espèce, des activités inscrites plus directement dans le marché. L'agriculture est donc l'activité principale à Chinchera qui est une d'ailleurs zone privilégiée par le climat et la qualité des terres. Le calendrier agricole commence en septembre avec la préparation de la terre pour les premières semences (débutant en octobre, qui coïncide avec le début des pluies, et jusqu'en décembre). On récolte généralement en mars-avril jusqu'en mai puis la période de gel et de repos de la terre suit en juin-juillet. Ces deux mois sans activité agricole sont ceux où on prépare les chuños (pommes de terre séchées), on bat les céréales et on se consacre à l'artisanat. Les productions agricoles principales sont la pomme de terre, le quinoa, le maïs, l'oca, l'avoine, l'orge, les fèves, la papalisa et le maïs (très peu). De façon générale, les produits cultivés sont consommés par les familles et les semences sont sélectionnées lors de la récolte. À partir d'un exercice d'évaluation des coûts-bénéfice de la production de pomme de terre avec une famille de Chinchera (encadré #1), il semble que les habitants sont peu familiers avec leur évaluation coûts/bénéfices et que la production se fait généralement avec un bilan nul (ou à perte selon un exercice similaire fait à Unocola, dans la zone de Juliaca).

Encadré 1 : Étude de coûts/bénéfices de la culture de la pomme de terre à Chinchera

La famille possède 500 mètres carrés de terre et récolte 700 kilos de pommes de terre annuellement. Sur le marché local, ce produit se vend à un sol le kilo (33 sous américains environ). En ce qui concerne les coûts de production, la famille doit acheter un demi-camion de fertilisant (guano) (125 soles), elle paye cinq personnes pour préparer la terre durant trois jours (à 15 soles par jour, plus les repas), ce qui fait un coût de 285 soles qui est identique lors de la récolte. Le total des coûts est donc de 695 soles et les revenus sont de 700 soles, un bilan positif de 5 soles. Toutefois, il n'inclut pas le travail de la famille qui cultive la terre ni le fait que les produits de la récolte ne durent que jusqu'à octobre, devant donc être complété sur le marché local. Cependant, les discussions avec cette famille nous ont montré qu'elle est prête à assumer les coûts de cette production et même des pertes pour consommer leur production de pommes de terre plutôt que de l'acheter au marché local car, à leurs dires, leur production est de meilleure qualité et plus écologique.

Source : Entrevue, Chinchera, 22 février 2008.

L'artisanat est quant à lui une activité importante de subsistance qui est menée principalement par les femmes afin de contribuer à l'économie familiale. Historiquement, elles utilisaient un produit local (la laine de mouton ou d'alpaca) pour lui donner une valeur ajoutée alors qu'elle faisait paître le bétail ou lors des périodes où il n'y avait pas d'activité agricole. Aujourd'hui encore, elles jumellent cette activité à l'agriculture, aux tâches domestiques et à l'élevage. Finalement, en ce qui concerne l'élevage, les habitants ont des vaches pour le lait, la fabrication de fromage ou pour vendre sur le marché en cas de nécessité. Les moutons servent pour la viande et de revenus par les ventes (qui demeurent toutefois à un faible niveau annuellement) (Enquête, Sur Andino, 2008).

Dynamiques communautaires

Afin de conclure cette brève présentation de la communauté, nous introduirons les facteurs principaux qui influencent les relations inter-groupes dans la communauté, des éléments qui seront repris dans la section suivante sur les conflits locaux. D'abord, plusieurs habitants nous mentionnent le faible niveau de confiance dans cette communauté et les nombreuses tensions qui la traversent. Par exemple, une personne nous affirmait qu'il y a une désunion, un manque d'objectifs communs, des éléments qui étaient pourtant des forces à Chinchera auparavant et qui lui permirent d'ailleurs de s'organiser et obtenir les services publics de base dans les années 1980. À partir d'une entrevue collective avec cinq habitants au cours de laquelle nous essayions de cibler les facteurs de désunion, ils ont convenu de quatre sources principales de conflit : la question de la gestion du *Fond San Juan de Berenguela*, celle du statut Chinchera (communauté paysanne ou *centro poblado*), l'artisanat et l'accès aux réseaux équitables puis, finalement, l'électrification qui divise la communauté en trois secteurs pour la gestion des factures. Par contre, ces personnes ont aussi mentionné un facteur important d'union, la question de l'eau potable qui est un service vital, ce qui expliquerait la forte participation aux réunions du comité (alors que la participation est famélique lors des Assemblées générales de la communauté). Aussi, c'est le seul secteur (avec l'électrification) pour lequel il existe des travaux communautaires (*faenas*) qui demandent l'apport des habitants (pour dix soles par jour). Si on compare la participation aux travaux liés à l'eau potable avec la construction du local communal pour lequel on a plutôt engagé des ouvriers externes, il semble que ce service public soit un facteur positif dans les relations communautaires. Ces dynamiques de conflit/coopération nous montrent que les communautés paysannes ne forment pas un tout harmonieux, mais un espace d'interactions entre des groupes ayant des intérêts et des stratégies différentes que nous présenterons dans la section suivante en situant l'artisanat équitable au centre de ces dynamiques.

Problématique : les conflits locaux et les ressources structurantes dans les communautés paysannes

Dans le contexte d'activités économiques multiples, il faut évaluer l'importance de l'artisanat pour comprendre les polémiques qui se sont développées autour du projet de CE depuis les années 1990. Pour ce faire, nous avons choisi d'ancrer notre recherche dans l'étude des conflits qui marquent la communauté. Comme le soulignent Olivier de Sardan et Bierschenk (1997 : 240) :

Conflicts are one of the best « vital leads » for « penetrating » a society and revealing its norms or codes as well as its structure (...). The identification of conflicts also offers a way to penetrate the facade of consensus and the beautiful exterior scenario frequently presented by the actors in a local society to external intervenors or researchers.

Par contre, il nous faudra identifier les conflits pertinents pour l'analyse et arriver à les classer. C'est à cet effet que la notion de ressources structurante proposée par Gascón (2005) dans son étude sur les conflits communautaires autour du tourisme social à Amantani est une piste à explorer. Cet auteur souligne qu'en plus de l'activité agro-pastorale, ces nouvelles ressources prennent une place importante dans les communautés et viennent transformer les dynamiques locales :

Nous définissons une ressource structurante comme une ressource qui, à un moment, se présente comme la plus importante pour les structures socioéconomiques de la communauté. Elle caractérise les individus la possédant en grande quantité ou la contrôlant comme ceux ayant une meilleure capacité économique. Ces ressources ne sont pas nécessairement les plus importantes en termes de revenus, mais elles établissent une différenciation entre les personnes [TL] (Gascón, 2005: 16).

Selon lui, malgré l'appropriation différenciée de ces ressources, elles sont considérées symboliquement comme étant de nature communale et les conflits autour d'elles se manifestent dans la sphère économique, mais aussi politique, sociale et culturelle. Avec l'importance prise par l'artisanat équitable dans la communauté de Chinchera, nous postulons qu'il constitue une ressource structurante nous permettant de comprendre la multiplication des conflits et leur articulation autour des divers secteurs économiques. Aussi, comme nous le démontrerons avec la description des conflits locaux, la situation ressemble au cas problématique de fermeture groupal souligné par Sabourin (2007 : 8) :

Au contraire, de telles situations [le repli sur de petites cliques] engendrent des sentiments d'impuissance, d'incompétence et de frustration, c'est dire le contraire des sentiments d'identité collective positive, de conquête de la terre, des moyens de production, de reconstruction d'une dignité et d'une citoyenneté qui sont issues de la réciprocité dans la lutte et de l'apprentissage collectif.

Bref, la volonté d'*empowerment* et de consolidation des communautés peut être menacée par la dynamique de fermeture de certains groupes. D'ailleurs, une question systématique lors de nos visites de groupes locaux de CIAP dans cette région en 2005 et en 2008 est celle de l'envie (*envidia*) des autres membres de la communauté qui, aux dires des artisans, comprendraient mal la nature et les finalités de leur projet. Ce qui peut paraître anecdotique est plutôt la manifestation de problèmes structurels dans l'évolution des projets de CE dans cette zone. Afin de les comprendre, nous développerons divers aspects qui se superposent et s'alimentent de dynamiques communautaires elles-mêmes conflictuelles, expliquant l'évolution problématique de la communauté de Chinchera. En effet, avant les premières initiatives de commercialisation d'artisanat équitable par Trenza de Oro au début des années 1980, Chinchera a été la première de la zone à obtenir l'électrification et l'eau potable, en plus de posséder une organisation solide basée sur la multiplication de comités sectoriels (dont un pour l'artisanat qui n'existe plus aujourd'hui) [Entrevue, artisan Sur Andino, 2005]. Depuis les quinze dernières années, et surtout depuis le premier conflit relatif au CE en 1992, la situation s'est détériorée par la multiplication de conflits et, aujourd'hui, les élections sont suspendues, les autorités locales étant limitées à une présidence transitoire depuis octobre 2007.

Conflits socioéconomiques, fonciers et politiques dans la communauté de Chinchera

Si nous postulons que l'artisanat équitable constitue aujourd'hui une ressource structurante, il faut voir que la ressource au centre des débats communautaires change et se transforme avec le temps. Il est évident qu'à Chinchera, l'agriculture et l'utilisation (et la division) des terres a constitué une ressource structurante historique pour une longue période. C'est une question trop ample pour être développée ici, elle le sera plutôt dans la seconde partie de la recherche.

Tableau #2 : Évolution historique des ressources structurantes à Chinchera

Période	Ressource
Avant 1980	Division et utilisation des terres
1980-85	Projets d'infrastructure
19986	Changement de statut vers la communauté paysanne
1986-2008	Conflits autour du fond San Juan de Berenguela
1992-2008	Conflits autour de l'artisanat équitable

Nous présenterons plutôt quelques éléments conflictuels contemporains qui permettent de comprendre l'articulation actuelle des conflits autour de l'artisanat équitable, à la fois en lien avec les division familiales et la structuration des tensions sur le territoire. D'abord, un facteur de tensions a été l'introduction de l'eau potable, le secteur San Bartolomé préférait alors utiliser des puits (moins coûteux) plutôt que le système de canalisation proposé par les habitants des deux autres secteurs [Entrevue, comunero, 19 février 2008]. Les canalisations ont alors été introduites dans les secteurs Nueva alianza et Miraflores avant d'être ensuite étendues à San Bartolomé, qui a dû finalement s'y résigner. Aussi, la gestion de l'électrification a introduit la division de la communauté en trois secteurs (Miraflores, Nueva alianza et San Bartolomé) alors que l'intention était d'abord un projet à vocation communautaire. Cette division géographique et administrative pour la gestion des factures d'électricité a alimenté certaines tensions qui sont illustrées par la volonté du secteur Nueva Alianza de se séparer de la communauté en s'appuyant sur sa supposée meilleure gestion du service. Aussi, la transformation de la *parcialidad* de Chinchera en *comunidad campesina* en 1986 a divisé la population puisque certains désiraient conserver le statut antérieur. Par exemple, la date d'anniversaire de la localité, qui n'est plus soulignée aujourd'hui, a été au centre de polémiques entre ceux qui désiraient souligner la fondation historique (7 juin) et d'autres qui lui préféraient le moment de création de la communauté (31 décembre).

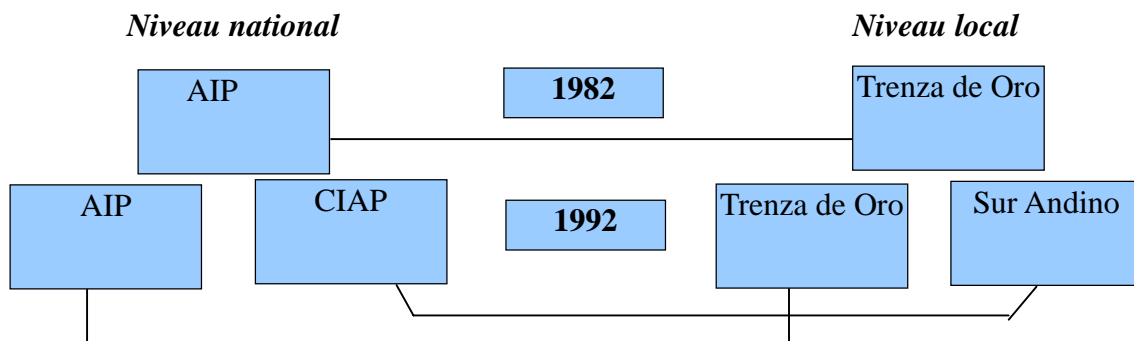
Puisque la zone de Chinchera n'était pas préalablement constituée d'haciendas, lors de la constitution en *comunidad campesina* en 1986, les terres alors expropriées et concédées par le gouvernement (*Fond San Juan de Berengüela*) étaient situées à cinq heures de marche au sud de Puno. Jusqu'à aujourd'hui, la gestion de cette terre communale est à la source d'un conflit fort important. En effet, dans les premières années, cette ancienne hacienda a d'abord été utilisée abondamment par les habitants mais, avec le temps, il y eut un certain abandon étant donnée la distance à franchir pour aller faire paître le bétail. Au début des années 1990, de manière concomitante à ce retrait, l'ancien propriétaire de l'hacienda a contesté en justice cette expropriation et seul un groupe de 29 personnes demeuré sur place s'est défendu en justice (après une série de conflits relativement violents) pour finalement gagner sa cause après dix ans de procédures. Devant les coûts qu'a engendré cette lutte, ce groupe a alors fondé une association économique (*Asociación de productores agropecuarios de Berengüela*) et demandé aux adhérents potentiels de payer une quote-part servant, selon eux, à les

dédommager pour les frais judiciaires [Entrevue, comunero, 23 février 2008]. Même si les habitants reconnaissent l'importance de la lutte menée par ces individus, la légitimité de l'association demeure contestée. En effet, les habitants ne veulent pas payer la quote-part puisqu'il s'agit d'une terre communale qui, selon eux, devrait conserver un accès libre pour tous. Certains affirment même que les membres de l'association sont devenus de nouveaux *hacendados* par l'appropriation *de facto* de ces terres. Cette accusation a été faite par le biais du quotidien régional *El Correo* (13 février 2008) : « Il y a X, employé de la Dirección Regional de Transportes y Comunicaciones-Puno, se revendiquant d'être un "comunero qualifié" qui, avec l'appui de 29 familles, sont désespérés de s'approprier le fond San Juan de Berengüela, propriété ou patrimoine de la communauté de Chinchera [TL] ». En effet, cela met une quantité supplémentaire de terre à leur disposition, un facteur de différenciation important si l'on considère que la majorité des habitants de Chinchera en possèdent moins d'un hectare (Enquêtes Sur Andino, 2008). Par contre, la question derrière ce conflit n'est pas de savoir qui a raison, mais d'analyser ce qu'il implique en termes de divisions dans la communauté et les recoupements pouvant être faits avec d'autres dynamiques locales, dont l'artisanat.

Les tensions autour de l'artisanat équitable

L'organisation Sur Andino provient d'un conflit entre deux organisations faîtières de CE qui s'est ensuite manifesté au niveau local. D'abord, au début des années 1980, l'introduction de l'artisanat équitable à Chinchera a été portée par Trenza de Oro, membre de l'*Asociación Intercomunale de artesanos del Perú* (AIP). Quant à elle, Sur Andino est une base de la CIAP, une organisation faîtière composée de 18 groupes¹¹. CIAP fut créée en 1992 lorsque des membres d'AIP ont délaissé l'organisation pour la créer, un événement qui a alors incité quelques membres de Trenza de Oro à aussi quitter le groupe pour fonder Sur Andino à Chinchera.

Schéma #1 : Les divisions de Trenza de Oro/Sur Andino et AIP/CIAP



La division entre Sur Andino et Trenza de Oro s'appuyait, entre autres, sur des accusations de mauvaise gestion [Entrevue, artisan Sur Andino, 2005]. Par exemple, on mentionne une aide de 6000\$ de CARITAS accordée à Trenza de Oro lors de sa fondation, dont 40% devait servir pour la communauté, mais qui avait disparue [Entrevue, Comunero, 19 février 2008]. Aujourd'hui, certains reprochent à ces groupes d'artisans (dont Sur Andino), qui obtiennent des appuis extérieurs, de s'approprier des ressources devant prioritairement servir à la communauté. Par exemple, lors d'une

¹¹ Pour une description de CIAP et de ses relations aux bases, voir : Lemay (2007) et Lemay (2008).

réunion communale à laquelle nous avons assisté en mars 2008, les *comuneros* mentionnaient que ces projets d'artisanat se construisent toujours au nom de la communauté, mais sont ensuite accaparés systématiquement par quelques familles. Aussi, le 13 février 2008, il y eut la publication d'un texte dans le quotidien *El Correo*, dans lequel l'auteur dénonce, outre le comportement de certains membres de Sur Andino dans la vie politique, l'activité même de cette association artisanale : « Les humbles *comuneros* vivent de leur travail en silence alors que de grossiers et ambitieux individus exploitent les biens de la communauté en utilisant leur leitmotiv habituel du « sans but lucratif » avec lequel ils ont réussi à devenir hommes de pouvoir économique et à sortir gagnants jusqu'à aujourd'hui » [TL]. Avec le temps, Trenza de Oro¹² et AIP ont vu leur situation économique se détériorer fortement, surtout depuis les années 1990 avec le retrait de clients du CE. Puisque plusieurs de ces derniers ont plutôt choisi de conserver une relation avec CIAP et Sur Andino (Lemay, 2007 : 165), ces derniers ont alors vu leur situation s'améliorer grandement. En effet, CIAP est devenu un leader national sur la scène du CE tandis que la famille principale de Sur Andino (les Gomez¹³, qui composent huit des 20 membres) s'enrichissait avec l'ouverture d'une boutique de CE et d'un gîte rural dans la résidence familiale. Cette situation du groupe a cependant favorisé son isolement, les habitants de Chinchera lui reprochant de ne pas partager les bénéfices et de profiter d'un projet qui avait d'abord été conçu au nom de la communauté entière¹⁴.

Les dynamiques familiales derrière les conflits

L'élément intéressant derrière les divers conflits à Chinchera est la relation entre ceux-ci et la situation de détérioration globale de cette communauté, surtout depuis les tensions entre groupes de CE dans les années 1990 et celles entourant le fond de Berengüela. En effet, lors de notre passage en janvier 2008, la communauté était divisée et n'avait pas de dirigeants élus depuis cinq mois, une partie de ses habitants possédant des terres faisait pression pour changer le statut de communauté en *centro poblado*, les travaux communaux étaient devenus presque inexistantes. Finalement, il y avait un procès entre un membre de la famille de Sur Andino et le directeur déchu du comité électoral transitoire dont la fille est présidente de Trenza de Oro #2. Le constat principal devant cette situation est l'importance de comprendre la généalogie/parenté dans la communauté, dont les rapports de pouvoir qui s'articulent autour des grandes familles et de leurs statuts différenciés. Comme le soulève Mossbrucker (1990 : 67), cette question est centrale puisque la parenté et la possession commune de terre définissent les

¹² Depuis cette séparation, Trenza de Oro a continué à fonctionner aujourd'hui, mais s'est divisé en deux groupes qui sont en conflit (Trenza de Oro #1 et #2). Trenza de Oro #1 est dirigée par la femme du fondateur, Hilario Cruz, tandis que Trenza de Oro #2 (aussi appelés *Hijas del Tawantinsuyu* qui commercialise par ASARIPE à Lima) est géré par la fille de Rufino Cutipa, l'opposant politique principal de la famille Gomez et Sur Andino.

¹³ Nous avons changé les noms des familles dans ce texte pour des questions de confidentialité autour de questions sensibles.

¹⁴ De plus, cette famille est majoritairement de confession évangéliste et se retrouve aussi isolée sur cette question, un élément constaté lors de notre passage et qui sera systématisée en juillet. Les religions non-catholiques comme l'adventisme et l'évangélisme ont une histoire conflictuelle avec les pouvoirs locaux dans cette zone et cette question peut s'avérer centrale dans certains cas comme celui d'Amantani (Gascón, 2005). Par exemple, les évangéliques prônent l'interdiction de la consommation d'alcool, fort présente lors des fêtes religieuses et politiques (Saignes, 1993), ce qui sert d'ailleurs d'excuse à la famille Gomez de Sur Andino, qui affirme ne pas participer aux fêtes communales pour des raisons morales. C'est un élément qui sera étudié dans la deuxième phase de la recherche.

communautés andines. C'est un travail qui fut en chantier lors de notre passage et duquel il ressort que tous les conflits à Chinchera s'articulent autour de trois familles principales, ce qui est synthétisé dans le tableau suivant:

Tableau #2 : Synthèse des conflits à Chinchera

Élément conflictuel	Miraflores (Gomez)	Nueva Alianza (Gomez)	San Bartolomé (Valdivia/Cruz et Cutipa)
<i>Fond San Juan de Berengüela</i>	Membres de l'association	Membres de l'association	Non membre. Contesté sa légitimité
<i>Changement du statut vers le centro poblado</i>	Promoteurs	Promoteurs	Désire conserver le statut de communauté
<i>Artisanat équitable</i>	Sur Andino	Sur Andino	Trenza de Oro I et II

D'abord, il y a les Gomez qui ont fondé Sur Andino, qui sont membres de l'association de Berengüela et qui promeuvent la transformation de Chinchera en *centro poblado*, en alliance avec le Président transitoire de la communauté (aussi membre de cette association). Il y a aussi la famille Cutipa, principale opposante politique de la famille Gomez (auteur du texte de *El Correo*), fondatrice de Trenza de Oro #2 et ayant une situation économique beaucoup plus précaire que les Gomez en termes de possession de terres. Finalement, il y a les familles Valdivia/Cruz, un peu moins impliquées dans le conflit actuel, mais partie prenante de la division dans le secteur artisanal, car les dirigeants de Trenza de Oro #1 au moment de la fondation et de la division de 1992 en étaient issus. Cette famille est accusée par les deux autres de mauvaise gestion et d'appropriation de fonds dédiés à l'artisanat et à la communauté. Ces divisions familiales s'ancrent dans le territoire, ce qui est conséquent avec le fait que les communautés andines sont structurées géographiquement autour des ayllus. En effet, la famille Gomez et ses alliées occupent Miraflores et Nueva Alianza alors que les deux autres sont concentrées à San Bartolomé. Bref, à la fois pour comprendre la structuration des groupes d'artisans participants au CE et pour donner sens aux divisions dans la communauté, un exercice de généalogie plus poussé sera nécessaire pour la suite de la recherche. Cependant, cet élément de parenté est ambigu, car il constitue à la fois le facteur d'action collective principal dans la zone (la confiance est plus facile à ce niveau), mais renforce aussi les phénomènes d'isolement des groupes et alimente les conflits. Peut-être est-ce un signe que CIAP devra questionner son modèle d'organisation basé sur les micro-entreprises familiales et les associations pour se tourner vers des structures communautaires telles que les comités artisanaux?

Conclusion

La compréhension de l'insertion d'un groupe d'artisans dans sa communauté passe par l'analyse des diverses dynamiques locales. Nous avons postulé que l'artisanat est une ressource structurante pour la communauté de Chinchera car, bien que ne constituant pas la source principale de revenu, elle entretient des dynamiques de conflits et de divisions qui se répercutent et s'alimentent de celles présentes dans d'autres secteurs. Il ne faut cependant pas confondre le rôle de ces ressources et l'origine des conflits dans la communauté comme si les sources des conflits n'étaient qu'externes. En effet, les conflits à Chinchera viennent d'une situation historique précise et de la régulation des statuts

différenciés des ayllus qui a été problématique. Le rôle du concept de ressources structurantes est plutôt de cibler le secteur actuel autour duquel se structurent les manifestations des conflits, un rôle joué par l'artisanat équitable dans le cas de Chinchera. Selon nous, cette première phase de la recherche nous a donc permis de définir la problématique ainsi que les pistes d'analyse en plus de construire la méthodologie de recherche pour les phases subséquentes qui s'articulera autour d'un projet de recherche-action avec la communauté.

Afin de conclure cette phase exploratoire, nous désirons souligner certaines questions sur le développement local qui nous semblent fondamentales pour le CE puisque celui-ci s'est graduellement dissocié d'une vision explicite de développement¹⁵. Par exemple, au Pérou, il s'inscrit dans la promotion de la micro entreprise et du renforcement organisationnel, deux avenues qui ne sont plus pensées dans une logique territoriale et qui prennent plutôt une tangente libérale basée sur l'idée que l'amélioration de la situation d'un groupe sur un territoire devrait améliorer celle des autres, mais sans qu'un travail collectif d'articulation ne soit nécessaire. Bien qu'il soit difficile de se prononcer sur d'autres cas, il semble évident que ce fut un échec à Chinchera où l'amélioration socioéconomique évidente des membres de Sur Andino n'a pas percolé dans la communauté. Pire encore, elle a plutôt renforcé l'isolement du groupe et alimenté les conflits. De plus, l'absence d'une conceptualisation explicite de l'insertion des groupes d'artisans dans leur communauté provoque des impacts observables chez CIAP où les groupes de base la conçoivent selon une relation d'assistance (dont l'absence de débat sur les modes d'organisations -voir Lemay, 2006). Par exemple, lors de l'Assemblée générale, les 14 et 15 février 2008, des représentants des groupes de base ont présenté leurs actions locales qui se limitaient à des initiatives d'assistance telle la distribution de chocolats aux enfants à Noël. Bien que cette action soit louable, l'objectif sous-jacent est la consolidation d'élites locales qui auraient ensuite un mandat implicite d'assistance bénévole envers les plus marginalisés, un élément qui entre en flagrante contradiction avec l'importance accordée à la justice plutôt que l'aide dans les discours du CE. Bref, repenser les territoires d'action des initiatives du CE au niveau local et préciser les modèles de développement sous-jacents nous semble incontournable, car ces groupes locaux sont situés dans un espace de tensions entre des logiques individuelles, familiales, groupales et communautaires et les liens entre chacune sont loin d'être clair¹⁶.

RÉFÉRENCES

Aghion, P. et Bolton P., 1997, "A Theory of Trickle-Down Growth and Development", *The Review of Economic Studies*, 64, (2), 151-172

Argueda, C., 1968, *Las comunidades de España en el Perú*, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, Lima.

¹⁵ La division entre Oxfam et Oxfam fair trade est un exemple de ce processus (Entrevue, Minka, 19 janvier 2008)

¹⁶ Par exemple, lors de notre étude de terrain, nous avons discuté de cette question avec des membres de CIAP et d'ONGs locales. L'interrogation principale qui ressortait est de savoir qu'elle est la responsabilité d'un groupe restreint qui a du succès grâce à un marché protégé? Doit-on absolument tout concevoir en termes communautaires alors que certains ne veulent pas mettre l'effort nécessaire pour participer aux associations qui permettent un accès au marché équitable? Comment penser le CE dans une perspective dynamique, c'est-à-dire lorsque les groupes ou les individus sortent de leur situation de précarité?

CEDEH., 2006, *Construyendo nuestro plan de estratégico de desarrollo de la comunidad « Cala Cruz, Chupa, Pérou, Centro de desarrollo humano, 36 p.*

Condori Mendoza, F., Année manquante, *Diagnostico participativo. Guía del participante*, Puno, Plataforma sur andina, 19 p.

Gascón, J., 2005, *Gringos como en sueños. Diferenciación y conflicto campesinos en los Andes peruanos ante el desarrollo del turismo*, Lima, Pérou, IEP, 332 p.

Gobierno del Perú., 2008, *Compendio de comunidades campesinas y nativas*, Ley No. 24656, 6ta edición, Lima, Perú, 277 p.

Golte, J., 2000, “Economía, ecología, redes. Campo y ciudad en los análisis antropológicos”. In Degregori, C.I., *No hay país mas diverso. Compendio de antropología peruana*, Lima, Pérou, IEP, pp. 204-220.

Gómez Cutipa, S.M., 2003, *Plan estratégico de desarrollo 2003-2007*, Municipalidad distrital de Chucuito, Pérou, CIED, 90 p.

Grimes, K. et L. Milgram (Ed.), 2000, *Artisans and Cooperatives: Developing Alternative Trade for the Global Economy*. Tucson, University of Arizona Press, 208 p.

Lemay, J-F, 2006, « The Transnational Negotiation of Criteria in a Fair Trade Partnership: The Perspectives on Organized Producers and Solidarity », *International Journal of interdisciplinary social sciences*, 1, 2 : 179-190.

Lemay, J-F, 2007, *Mouvements sociaux transnationaux : le partenariat de deux organisations de commerce équitable en France et au Pérou*, Thèse de doctorat, Université Laval, Faculté d'anthropologie, Québec.

Lemay, J-F., 2008 : à paraître, Kitsch et ambiguïté du partenariat chez une organisation de commerce équitable en France, *Économie et solidarité*, 37, 2.

Lemay, J-F., 2008 : à paraître, Cartografía de un proyecto de comercio justo en el « Sur »: La Central interregional de los artesanos del Perú, *CAYAPA*, junio-diciembre.

Lin, N., 1999, « Building a Network Theory of Social Capital », *Connections*, 22, 1 : 28-51

Malengreau J., 1995, *Sociétés des Andes : des empires aux voisinages*, Paris, France, Karthala.

Mayer, E., 2004, *Casa, chacra y dinero. Economías domésticas y ecología en los Andes*, Lima, Pérou, IEP, 412 p.

Menon, S.S., 2007, “Structural Adjustment Programs and the Trickle-Down Effect: A Case Study of

the Fujimori Period in Peru, Using Reproductive Health as an Indicator for Levels of Poverty”, *World Health & Population*, 9, 4.

Mestre, C. et al., 2002, *Évaluation de l'impact sur les producteurs du Sud de l'action commerce équitable mise en œuvre par Artisans du Monde depuis 25 ans : Rapport final*, Lyon/Paris, France, FADM/CIEDEL/F3E.

Milford A., 2004, *Coffee, Co-Operative and Competition: The Impact of Fair Trade*, Development studies and human rights, Chr. Michelsen Institute, Norvège, [en ligne] <http://www.cmi.no/publications/publication/?1802=coffee-co-operatives-and-competition>.

Mossbrucker, H., 1990, *La economía campesina y el concepto de « comunidad »*. *Un enfoque critico*, Lima, Pérou, IEP, 115 p.

Ochoa, V., 2008, “Falta mayor inversión para el agro”, *La República*, Domingo 24 de febrero, 16.

Olivier De Sardan, J-P. et T. Bierschenk, 1997, « ECRIS: Rapid Collective Inquiry for the Identification of Conflicts and Strategic Groups », *Human organization*, 56, 2 : 238 – 244.

Poncelet, M., 2005, *Un commerce équitable et durable entre Marché et Solidarité : diagnostic et perspectives*, Rapport résumé, Université de Liège, Belgique.

Portes, A., 1998, « SOCIAL CAPITAL: Its Origins and Applications in Modern Sociology », *Annual review of sociology*, 24 : 1-24.

Ronchi L., 2002, *The Impact of Fair Trade on Producers and their Organisations: A Case Study with Coocafé in Costa Rica*, PRUs working paper no.11, Juin.

Sabourin, E., 2007, Organisation paysanne au Brésil : capital social, réciprocité et valeurs humaines, *Revue du MAUSS permanente*, 7 août 2007 [en ligne]. <http://www.journaldumauss.net/spip.php?article158>.

Saignes, T., 1993, *Borrachera y memoria: la experiencia de los sagrados en los Andes*, Lima, Pérou, Hisbol/Ifea.

Simard, M., 2000, « Communautés locales et espace-monde : Les processus identitaires de la postmodernité », *Géographie et cultures*, 36 : 3-20.

Suárez Pozo, M., 2008, *Nueva ley orgánica de municipalidades*, Ley No. 22972, Lima, Pérou, Gobierno peruano, 144 p.